

mondial de ce genre. On s'y est mis d'accord, en général, sur certains principes qui doivent régir le comportement international à l'égard de l'environnement, et l'on a créé un mécanisme de l'ONU chargé de veiller à leur application. Bien que les États n'accordent pas tous la même priorité aux mesures à prendre dans ce domaine (à cause de leurs différentes conceptions des coûts et des responsabilités en cause), il n'en demeure pas moins que tous ont reconnu la nécessité d'une plus grande coopération internationale en vue d'une meilleure gestion de la planète.

Le Canada sur la scène mondiale

La politique étrangère du Canada est le prolongement à l'étranger de nos politiques nationales, sous réserve évidemment des contraintes imposées par la communauté internationale et de la négociation des différends qui surgissent avec d'autres gouvernements. L'objet principal en est d'assurer aux Canadiens l'essentielle liberté d'action et d'expansion qui permettra au Canada de survivre, de grandir et de faire son apport particulier à un monde interdépendant. A ce but fondamental s'ajoutent des objectifs secondaires importants, notamment la préservation du territoire national, des eaux du littoral et des richesses naturelles, la réduction des entraves aux échanges internationaux, l'appui à la réduction et au contrôle des armements, la protection de l'environnement humain grâce à la coopération internationale, la réglementation des investissements étrangers et l'amélioration de la qualité et de la gestion de l'aide au développement. La réalisation de ces objectifs dépend, d'une part, des contraintes comme des occasions favorables qui peuvent se présenter sur le plan politique ainsi que, d'autre part, des ressources matérielles du Canada qui peuvent varier selon les fluctuations du système économique mondial auquel l'économie canadienne se trouve étroitement liée.

Gains et pertes

En 1972, le climat mondial a été relativement favorable aux aspirations canadiennes. En Europe comme

en Asie, les relations Est-Ouest ont continué de s'améliorer et les chances de conclure un cessez-le-feu au Vietnam du Sud semblaient meilleures. Ailleurs, au Proche-Orient par exemple, les perspectives s'annoncèrent moins brillantes et la trêve fragile a été troublée par des incidents violents. A Chypre où se trouvaient encore, au bout de huit ans, cinq cents soldats canadiens au service de la Force des Nations Unies, on était toujours à la recherche d'un règlement négocié. Les efforts déployés pour conclure un accord international sur les principes de la lutte contre la pollution ont porté fruit, et on a réussi à clarifier dans une certaine mesure les questions relevant du Droit de la mer. Nos exportations ont augmenté de 12 p. 100 par rapport à 1971, même si le solde du compte courant a été de nouveau déficitaire à la suite de deux années d'excédents. Les déboursés au titre de l'aide à l'étranger ont augmenté de 21 p. 100. La dévaluation du dollar américain n'a eu sans doute que de faibles répercussions à l'intérieur du Canada, mais l'interaction étroite des deux monnaies a eu pour effet de défavoriser quelque peu les exportations canadiennes.

L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun a mis fin au système de préférences traditionnellement pratiqué au sein du Commonwealth, ouvrant la perspective de barrières plus strictes contre les exportations canadiennes même s'il est vrai que l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté européenne devrait, à la longue, renforcer les rapports du Canada avec la Communauté dans son ensemble. La levée de la surtaxe américaine sur les importations n'a pas éliminé la possibilité inquiétante d'une réapparition des difficultés qui ont conduit à son imposition. L'accroissement des importations de pétrole et ses retombées (affectant la balance des paiements et la sécurité des États-Unis) ont donné une nouvelle dimension au débat sur la mise en valeur du Nord canadien, comme sur les politiques de conservation des ressources et du contrôle de la propriété étrangère. Si la dévaluation du dollar n'a pas été bien gênante, sauf pour le touriste canadien, le Canada a eu raison de s'inquiéter, comme tous les autres pays, de l'état précaire du système monétaire international.